



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Direction des Achats et de la Logistique (DAL)

Objet du marché :

**Prestations de maintenance des systèmes
de sécurité incendie et des équipements liés
du Centre Hospitalier d'Avignon**

La forme du marché est la suivante :

Accord-cadre (article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Dispositions générales	4
1.1	Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)	4
1.2	Intervenants et parties contractantes	4
1.3	Sous-traitance	5
Article 2	Objet du marché	5
Article 3	Décomposition, durée et forme du marché	5
3.1	Décomposition en lots	5
3.2	Durée et modalités de reconduction	6
3.3	Forme du marché	6
3.4	Caractéristiques de l'accord-cadre	6
3.4.1	Nombre de Titulaires	6
3.4.2	Limites contractuelles (minimum et maximum)	6
3.4.3	Modalités d'exécution de l'accord-cadre (bon de commande et marché subséquent)	6
3.5	Décomposition en tranches	9
Article 4	Documents contractuels	9
Article 5	Délais d'exécution	10
Article 6	Conditions d'exécution des prestations	10
6.1	Documents à fournir	10
6.2	Développement durable	10
6.2.1	Clause d'insertion sociale	10
6.2.2	Clause environnementale	10
Article 7	Opérations de vérifications - décisions après vérifications	10
Article 8	Garantie	11
Article 9	Prix	11
9.1	Contenu des prix	11
9.1.1	Pour le marché subséquent n° 1	11
9.1.2	Pour la partie exécutée à bons de commande	11
9.1.3	Pour les autres marchés subséquents	12
9.2	Modalités de variation des prix	12
9.2.1	Prestations forfaitaires (marché subséquent n° 1) et hors forfait (à bons de commande) : pièces de rechange, main d'œuvre	12
9.2.2	Prestations des autres marchés subséquents	12
Article 10	Acomptes et paiements partiels définitifs	13
Article 11	Paiement - établissement de la facture	13
11.1	Mode de règlement	13
11.2	Répartition des paiements	13
11.3	Présentation et transmission des factures	13
11.4	Intérêts moratoires	14
Article 12	Avance	14
12.1	Montant de l'avance	14
12.2	Remboursement de l'avance	14
Article 13	Obligations du Titulaire	15

13.1	Respect des obligations en matière de travail	15
13.2	Assurance.....	15
13.3	Informations techniques et conseils	15
13.4	Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	16
Article 14	Exécution par défaut en cas de défaillance du Titulaire.....	16
Article 15	Pénalités	16
Article 16	Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires	18
16.1	Changement de Titulaire	18
16.2	Evolutions / modification des installations	19
16.3	Evolution de la réglementation	19
16.4	Marché de prestations similaires.....	19
Article 17	Résiliation.....	20
17.1	Motifs de résiliation.....	20
17.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon</i>	<i>20</i>
17.1.2	<i>Résiliation demandée par le Titulaire.....</i>	<i>20</i>
17.2	Indemnité de résiliation	20
Article 18	Événement imprévisible survenu en cours d'exécution	21
18.1	Obligation d'information.....	21
18.2	Modalité de poursuite du marché	21
18.3	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	21
Article 19	Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....	21
Article 20	Attribution de compétence	22
Article 21	Dérogations aux documents généraux	22

Article 1 Dispositions générales

1.1 Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)

Le Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84), dont le Centre Hospitalier d'Avignon est l'établissement support, est constitué depuis le 1^{er} juillet 2016, en application de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé et relatif aux groupements hospitaliers de territoire ».

Le GHT a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la mutualisation de la fonction achat est mise en œuvre au sein du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse.

Les **établissements parties** au Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse sont les suivants :

1. Centre Hospitalier du Pays d'Apt
2. Centre Hospitalier d'Avignon
3. Centre Hospitalier de Carpentras
4. Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris
5. Centre Hospitalier de Gordes
6. Centre Hospitalier de l'Isle-sur-la-Sorgue
7. Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
8. Centre Hospitalier d'Orange
9. Centre Hospitalier de Sault
10. Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine
11. Centre Hospitalier de Valréas
12. EHPAD de Bollène « Les allées de Chabrières »
13. EPHAD « Jehan Rippert » de Saint-Saturnin-les-Apt

1.2 Intervenants et parties contractantes

L'**Acheteur** / le **Pouvoir Adjudicateur** est :

Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon ou son représentant
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

L'**établissement bénéficiaire** du marché est le Centre Hospitalier d'Avignon

Il est cité dans les documents contractuels en tant que « l'établissement ».

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

Direction des Achats et de la Logistique
CH d'Avignon
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

1.3 Sous-traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

En application de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, le Titulaire a obligation d'effectuer directement les tâches essentielles suivantes :

Essais périodiques des installations SSI et interventions sur les systèmes de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV minimum conformément à la norme NFS 61-933.

Le recours à la sous-traitance n'est pas autorisé pour ces tâches essentielles.

En ce qui concerne les autres tâches, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, en sous-traiter l'exécution dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de ces prestations « accessoires » à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41 du CCAG).

Article 2 *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

**Prestations de maintenance des systèmes de sécurité incendie
et des équipements liés du Centre Hospitalier d'Avignon**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Article 3 *Décomposition, durée et forme du marché*

3.1 Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

3.2 Durée et modalités de reconduction

Le marché public est conclu pour une période **du 1er janvier 2026** (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) au **31 décembre 2026**.

Il est reconductible 3 fois, pour une période de 12 mois.

S'il est reconduit, la date de fin d'exécution est portée au **31 décembre 2029**.

La décision de reconduire le marché intervient de manière tacite, sans que le Centre Hospitalier d'Avignon n'ait à avertir le Titulaire.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le Centre Hospitalier d'Avignon notifiera expressément cette décision au Titulaire au plus tard le **31 août** précédent la période de reconduction.

Le Titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

3.3 Forme du marché

Le présent marché public est un accord-cadre, au sens de l'article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique.

3.4 Caractéristiques de l'accord-cadre

3.4.1 Nombre de Titulaires

L'accord-cadre est mono-attributaire.

3.4.2 Limites contractuelles (minimum et maximum)

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Les prestations sont susceptibles de varier, pour la durée totale d'exécution, dans les limites suivantes :
1 000 000 € HT maximum

3.4.3 Modalités d'exécution de l'accord-cadre (bon de commande et marché subséquent)

L'accord-cadre est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-3, R2162-7 à R2162-10 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

3.4.3.1 Identification des parties exécutées par marchés subséquent et par bons de commandes

Le présent marché prend en compte deux natures de prestations :

Prestations forfaitaires (Partie exécutée par le marché subséquent n°1)	Prestations hors forfait (Partie exécutée par bon de commande et le marchés subséquents)
<ul style="list-style-type: none">✓ Maintenance préventive et curative avec 2 visites annuelles✓ Astreinte 24h/24✓ Mises à jour documents, plans graphiques, programmation centrales, UAE....✓ Essais ponctuels sur services sensibles avec communication de rapports à l'issue✓ Assistances diverses✓ Formation des personnels (SSIAP1 et 2) du CHA en poste dans divers services et ceux du service sécurité incendie affectés entre autres à la gestion et exploitation des SSI.	<ul style="list-style-type: none">✓ Prestations commandées sur bordereau de prix unitaires (BPU)(Partie exécutée par bons de commande)
	<ul style="list-style-type: none">✓ Interventions correctives « lourdes » <p>Prestations commandées hors BPU, sur devis (valant marché subséquent)</p> <p>(Partie exécutée par marchés subséquents)</p>

a) *Partie exécutée par marché subséquent :*

Le marché subséquent n° 1 concerne la réalisation des prestations forfaitaires telles que décrites au CCTP et à ses annexes.

Les prestations entrant dans le périmètre du présent accord-cadre mais non détaillées dans le CCTP peuvent faire l'objet de marchés subséquents ultérieurs.

b) *Partie exécutée par bons de commandes :*

Les interventions ponctuelles non incluses dans le forfait sont passées sur bon de commande, sur la base des tarifs indiquées dans l'annexe financière n° 2 à l'acte d'engagement « Bordereau de Prix Unitaires » (BPU).

3.4.3.2 Émission de bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au Titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du Titulaire.

Modalités d'émission des bons de commande :

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande qui comportent :

- le nom et l'adresse du Titulaire,
- le numéro et la date du marché,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- la date (ou la période) d'exécution des prestations,
- le délai d'exécution des prestations
- l'adresse de facturation,
- le montant total hors taxes de la commande,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC.

L'établissement émet son bon de commande selon les modalités qui lui sont propres.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide, après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

3.4.3.3 Conclusion de marchés subséquents

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

a) Modalités de passation des marchés subséquents :

Le marché subséquent n° 1 est conclu concomitamment à la sélection du Titulaire de l'accord-cadre.

Le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de conclure d'autres marchés subséquents liés à l'objet de l'accord-cadre.

Lors de la survenance d'un besoin entrant dans le périmètre de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier d'Avignon sollicite par écrit le Titulaire via un marché subséquent décrivant les prestations attendues.

Dès lors qu'il est sollicité, le Titulaire est dans l'obligation de produire une offre dans le délai imparti qui ne peut être supérieur à 10 jours ouvrés maximum.

Lors de chaque marché subséquent, le Titulaire peut être amené à compléter un nouveau cadre et l'accompagner des éventuelles annexes demandées.

b) Modalités de conclusion des marchés subséquents :

A l'exception du marché subséquent n° 1 notifié en même temps que l'accord-cadre, les marchés subséquents ultérieurs sont conclus de la manière suivante : la réception par le Titulaire de l'offre signée par le Centre Hospitalier d'Avignon vaut notification du marché subséquent.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre et peuvent s'exécuter au-delà.

c) *Forme et caractéristiques des marchés subséquents :*

Les marchés subséquents prennent la forme soit d'un marché "ordinaire" ou "simple", au sens de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique, soit d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Ils sont conclus pour la durée prévue dans le marché subséquent.

3.5 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 4 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et ses annexes financières :
 - annexe n° 1 « Annexe financière du marché subséquent n° 1 : Décomposition financière des prestations forfaitaires de maintenance préventive et petites interventions curatives »
 - annexe n° 2 « Bordereau de Prix Unitaires » (BPU)
 - annexe n° 3 : « Stock de sécurité »
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans la version résultant des dernières modifications et additifs éventuels, et ses annexes :
 - annexe n° 1 « Liste des installations SSI au Centre Hospitalier d'Avignon »
 - annexe n° 2 « Récapitulatif des fonctionnalités de l'outil GMAO »
 - annexe n° 3 « Recommandations du SLIN »
 - annexe n° 4 « Livret d'accueil des entreprises »
 - annexe n° 5 « Récapitulatif des surfaces dans œuvre des bâtiments »
 - annexe n° 6 « Procédure de maintenance préventive et corrective SSI du Centre Hospitalier d'Avignon »
 - annexe n° 7 « Exemple planning essais SSI mensuel ou annuel année N »
4. le cas échéant, les pièces du marché subséquent
5. le Cadre du mémoire technique, et ses annexes éventuelles
6. l'offre établie par le Titulaire
7. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution du bon de commande part de sa date de sa notification.

Les délais de réalisation des visites de maintenance préventive et curative des SSI et des équipements liés sont donnés dans le CCTP et ses annexes, tout comme les délais d'intervention en astreinte.

Il en est de même pour les différents délais de production de documents divers, justificatifs, rapports d'interventions sur le site.

Les prestations ponctuelles doivent être réalisées à compter de la notification de la commande dans le(s) délai(s) ou la (ou les) période(s) figurant dans chaque commande.

Au-delà de ces délais, des pénalités de retard telles que définies à l'Article 15 du présent CCAP peuvent être appliquées.

Les modalités prévues en cas de défaillance dans la réalisation des prestations sont détaillées à l'Article 14 du présent CCAP.

Article 6 Conditions d'exécution des prestations

Les stipulations détaillées figurent au CCTP.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG, le Titulaire ayant été invité à prendre connaissance, préalablement à son offre, des particularités des lieux d'exécution du marché, les frais supplémentaires dus à ces contraintes ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire.

En application de l'article 20.4 du CCAG, le Titulaire est responsable de la valorisation ou l'élimination des déchets, conformément aux exigences réglementaires.

6.1 Documents à fournir

Se référer à l'article 13 du CCTP.

6.2 Développement durable

6.2.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

6.2.2 Clause environnementale

Sans objet.

Article 7 Opérations de vérifications - décisions après vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG.

Article 8 Garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAG et aux stipulations du CCTP, les pièces / sous-ensembles et composants remplacés au titre du présent marché font l'objet d'une garantie gratuite minimale d'un an.

Si un matériel dispose d'une garantie supplémentaire (ex batterie), le Centre Hospitalier d'Avignon en bénéficie de plein droit.

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie doit être mentionnée dans le carnet de maintenance avec la date d'effet de la garantie.

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication.

Article 9 Prix

9.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, taxes ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Le marché est traité à **prix « mixtes »**.

9.1.1 Pour le marché subséquent n° 1

Le marché est traité à **prix forfaitaires**, correspondant au montant annuel figurant à l'annexe financière n° 1 à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG, le prix forfaitaire comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance incluses dans le forfait, intégrant toutes les exigences du CCTP, dans les circonstances de complexité, de temps, et de délai que le Titulaire est réputé connaître. Les exclusions du forfait sont détaillées au CCTP.

Tous les montants non estimés dans l'offre financière sont considérés à la charge du Titulaire.

Toute prestation supplémentaire ne peut en aucun cas donner lieu à l'augmentation du prix forfaitaire.

9.1.2 Pour la partie exécutée à bons de commande

Le marché est traité à **prix unitaires**, qui figurent à l'annexe financière n° 2 à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires de l'annexe financière n° 2 sont appliqués aux quantités réellement exécutées et sont valables pour toutes les commandes émises pendant la durée du marché.

Une franchise de 500 € HT est applicable selon les cas et modalités détaillés au CCTP.

* Pièces de rechange :

Les pièces détachées non comprises dans le forfait sont réglées par application des prix indiqués à l'annexe financière n° 2 à l'acte d'engagement. Les prix unitaires intègrent déjà la marge commerciale, coefficient K, figurant sur l'annexe financière.

* Régie d'heures :

La main d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention exprimé en heures et du taux horaire net (présence sur le site).

9.1.3 Pour les autres marchés subséquents

Le marché sera traité à **prix forfaitaires** ou **unitaires** selon la proposition technique et financière transmise par le Titulaire.

9.2 Modalités de variation des prix

9.2.1 Prestations forfaitaires (marché subséquent n° 1) et hors forfait (à bons de commande) : pièces de rechange, main d'œuvre

Les prix initiaux sont fermes jusqu'au **31 décembre 2026**.

Les prix sont **révisables**, en hausse comme en baisse, à chaque période de reconduction, par application de la formule de révision suivante :

Les prix sont réputés établis **au mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire - 3 mois**, désigné ci-après comme le mois (o), la valeur finale (n) des indices sera la dernière valeur publiée à la date de révision.

$$P(n) = P(o) \cdot 0.15 + \left[0.75 \frac{ICHT-IME(n)}{ICHT-IME(o)} + 0.10 \frac{FSD\ 2(n)}{FSD\ 2(o)} \right]$$

dans laquelle :

- P(n) : prix révisé de la prestation
- P(o) : prix initial de la prestation indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques **au mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire - 3 mois**, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG
- **ICHT-IME** : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique - Identifiant : 001565183
- **FSD 2** : Frais et services divers – modèle de référence n° 2 publié au Moniteur

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de suppression de l'indice utilisé dans la formule, le centre hospitalier d'Avignon et le Titulaire s'entendent sur un indice de remplacement en s'appuyant sur les correspondances éventuelles ou indices similaires proposés par l'INSEE.

La franchise de 500 € HT sur chaque pièce remplacée ainsi que la marge commerciale sont fermes pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

9.2.2 Prestations des autres marchés subséquents

Les prix des autres marchés subséquents sont conclus à prix fermes pour toute la durée du marché subséquent.

Article 10 Acomptes et paiements partiels définitifs

Le paiement de la prestation forfaitaire du marché subséquent n° 1 intervient trimestriellement à terme échu.

Peuvent y être ajoutés les commandes ponctuelles ou les éventuels autres marchés subséquents, pour lesquels les montants des prestations peuvent également être réglés ponctuellement après émission des factures correspondantes et attestations de service fait par le Centre Hospitalier d'Avignon.

Article 11 Paiement - établissement de la facture

11.1 Mode de règlement

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

11.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses co-traitants / sous-traitants éventuels.

11.3 Présentation et transmission des factures

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro ».

Outre les mentions légales et en complément des éléments listés à l'article 11.3. du CCAG, les factures doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur de la facture : nom, n° Siret et adresse ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'admission des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations admises ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations admises ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire, éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant total hors taxes des prestations admises éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIRET, qui identifie le Centre Hospitalier d'Avignon en tant que destinataire des factures : 26840016500018 ;
- le code service qui permet de distinguer les différents services d'une même structure :
 - ⇒ Code service 01 : avec numéro de commande obligatoire
 - ⇒ Code service 02 : sans numéro de commande
- pour le code service 01, a minima le numéro du bon de commande et le cas échéant le numéro du marché et du lot ;
- pour le code service 02, a minima le numéro du marché et du lot.

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

11.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 12 Avance

12.1 Montant de l'avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B du CCAG (article B.11.1) prévoyant l'application du taux minimum de l'article R2191-7 du code de la commande publique est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à **5%** dans le présent marché.

Le montant de l'avance est déterminé tel que suit : 5 % du montant TTC du bon de commande *.

** Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct, conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique.*

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du bon de commande.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

12.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-17 à R2191-18 du Code de la Commande Publique.

Quand l'exécution des prestations atteint 65 % du montant TTC du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire.

Quand l'exécution des prestations atteint 80 % du montant TTC du bon de commande, le remboursement doit être terminé.

Article 13 Obligations du Titulaire

13.1 Respect des obligations en matière de travail

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- Kbis
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

13.2 Assurance

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier d'Avignon en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

13.3 Informations techniques et conseils

Le Titulaire s'engage à assurer l'information technique nécessaire auprès des utilisateurs :

- en début d'exécution du marché ;
- régulièrement en cours d'exécution du marché à la demande de l'établissement.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'Acheteur.

Dans ce cadre, le Titulaire communique notamment toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système maintenu et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

13.4 Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel

L'article 5 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du règlement général sur la protection des données (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché (co-traitants / sous-traitants) :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

Article 14 Exécution par défaut en cas de défaillance du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant, ou en déduisant le coût de la prestation réalisée sur le forfait annuel.

A chaque fois que nécessaire et pour chaque manquement constaté aux obligations contractuelles, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, sans résiliation du présent marché, **par dérogation à l'article 45 du CCAG**. Les manquements sont établis sur simple constat et notifiés au Titulaire par lettre recommandée du Centre Hospitalier d'Avignon.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut également résilier le marché dans les conditions de l'Article 17 du présent CCAP.

Article 15 Pénalités

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis dans le CCTP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles et retenues sur les situations trimestrielles du marché subséquent n° 1 et sur les montants des commandes ponctuelles ou des éventuels autres marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché ou du bon de commande.

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.2.5 du CCAG, lorsque le délai contractuel est dépassé, par le fait du fournisseur, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

Description	Pénalités (TVA non applicable)
DOCUMENTS	
Retard pour la remise des gammes ou du planning d'intervention en maintenance préventive	100 € par jour calendaire et par document
Retard pour la remise du rapport de vérification périodique semestriel	200 € par jour calendaire
Retard pour la remise du rapport ponctuel d'intervention corrective	50 € par jour
Retard pour la remise du rapport annuel de synthèse d'intervention corrective	50 € par jour
Retard dans la remise de documents autres que ceux visés précédemment	50 € par jour calendaire et par document
PRESTATIONS	
Absence de réalisation des gammes de maintenance prévues par les fabricants, le contrat et les règles de l'art	200 € par jour calendaire. La situation correspondante ne sera payée que lorsque les gammes seront réalisées
Non-respect des dispositions de l'article 8.3 du CCTP relatives à la mise à jour des documents graphiques, des textes, des centrales et du superviseur UAE	50 € par jour calendaire et par nature de prestations
Absence de renseignement de la main-courante du SSI	50 € par constat
Absence de renseignement du registre de sécurité incendie d'un bâtiment concerné par des opérations de vérifications et de maintenance de SSI	100 € par constat
Retard d'intervention en cas de mobilisation de l'astreinte	50 € par heure et par constat (constat sur la base de la 1 ^{ère} heure dépassée plus ¼ d'heure puis par heure supplémentaire débutée)
Non-respect du planning de maintenance préventive établi contradictoirement avec l'établissement (sauf en cas d'évolution du planning validée par le Centre Hospitalier d'Avignon)	200 € par jour calendaire de retard. De plus, la situation correspondante ne sera payée que lorsque la prestation sera totalement terminée
Non-respect du délai de réparation ou de mise en œuvre de mesures conservatoires selon les dispositions de l'article 9 du CCTP	100 € par constat
Dépassement du délai d'intervention fixé dans une commande spécifique d'intervention corrective	100 € par jour calendaire
Autres retards (par prestation en retard)	50 € par jour calendaire et par retard
Indisponibilité (article 14.2 du CCAG)	100 € par jour calendaire

STOCKS	
Non réalisation du stock de pièces détachées selon les dispositions de l'article 8.3 du CCTP	50 € par jour de retard calendaire
QUALIFICATIONS DES PERSONNELS	
Non-respect des dispositions contractuelles relatives aux qualifications des personnels	2 000 € par constat
Non-respect des dispositions spécifiques de l'article 5.1.2 du CCTP relatif au risque Amiante	2 000 € par constat

Article 16 Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

16.1 Changement de Titulaire

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

16.2 Evolutions / modification des installations

Le contexte décrit dans l'article 1.2 du CCTP indique qu'à tout moment pendant la durée du marché, le CH d'Avignon est susceptible de modifier ou d'étendre les installations.

Le CH d'Avignon en avertit le titulaire. Le titulaire prend en charge la totalité des nouvelles installations dès leur réception, un avenant au marché est établi si nécessaire.

Les conditions d'établissement de cet avenant éventuel en cas d'adjonction ou retrait de matériel, d'équipements sont les suivantes :

- si les adjonctions ou les retraits de matériel dans un bâtiment représentent une variation de 5% en plus ou en moins par rapport à l'inventaire de départ, la prestation fera l'objet d'un avenant en plus ou en moins.
- Les prestations effectuées sur des installations dans de nouveaux bâtiments ou résultant de l'adjonction de nouveaux équipements ou matériels en complément ou remplacement de matériel existant feront systématiquement l'objet d'un avenant.

Le Titulaire est informé :

- d'une part, qu'il ne pourra lui être reproché de ne pouvoir répondre à certaines de ses obligations contractuelles du fait de la vétusté de certaines installations et l'impossibilité à trouver des pièces de rechange ;
- d'autre part, que les nouveaux équipements installés au cours du présent marché en substitution des équipements actuellement en place rentrent automatiquement dans les équipements à maintenir au titre du présent marché, nonobstant les garanties qui s'y attachent.
Ces nouveaux équipements remplacent ou complètent ceux déjà en place ce qui améliore voire augmente le niveau de sécurité et de fiabilité des installations. C'est donc une plus-value pour le titulaire du marché.

16.3 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

16.4 Marché de prestations similaires

Sans objet.

Article 17 Résiliation

17.1 Motifs de résiliation

17.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 13.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux Article 14 (exécution par défaut), 1.3 (sous-traitance occulte) et 13.4 (RGPD) du présent CCAP.

17.1.2 Résiliation demandée par le Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, et **par dérogation à l'article 40.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation de 60 000 €.

17.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 38 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Conformément à l'article 42 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 18 Événement imprévisible survenu en cours d'exécution

18.1 Obligation d'information

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer le Centre Hospitalier d'Avignon dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

18.2 Modalité de poursuite du marché

Le Titulaire et le Centre Hospitalier d'Avignon peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'événement imprévisible.

18.3 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

Le Titulaire du marché peut formuler une demande d'indemnisation s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite d'exécution des prestations dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte à l'établissement.

Le Centre Hospitalier d'Avignon doit analyser le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation peut prendre la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause, et même en cas d'événement relevant de la force majeure :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le Centre Hospitalier d'Avignon,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Article 19 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 20 Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

Article 21 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 21.4 du CCAG par l'Article 6 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG par l'Article 9.1.1 du CCAP
- Dérogation aux articles 10.2.4 et 10.2.3 du CCAG par l'Article 9.2.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 45 du CCAG par l'Article 14 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3, 14.1.2, 14.1.1 et 14.2.5 du CCAG par l'Article 15 du CCAP
- Dérogation à l'article 40.1 du CCAG par l'Article 17.1.2 du CCAP